

France

20/06/2025

Climat des affaires : La situation économique reste morose en France

En France, le climat des affaires est resté stable à 96 en juin, un niveau toujours inférieur à la moyenne de long terme.

Le climat des affaires a baissé en juin dans l'industrie, l'opinion sur la production passée s'étant nettement détériorée, le stock des produits finis a augmenté et les carnets de commandes s'étant dégradés. Dans le secteur des services, le climat des affaires a légèrement rebondi car la demande prévue s'est un peu améliorée, mais l'indicateur reste toujours inférieur à sa moyenne de long terme. Le climat des affaires s'est détérioré dans le secteur du bâtiment, mais à légèrement augmenté dans le commerce de détail.

De manière générale, le climat des affaires demeure dégradé, comme il l'a été tout au long du deuxième trimestre. La seule bonne nouvelle étant le climat de l'emploi, qui s'est redressé de 3 points sur le mois et retrouve son niveau d'avril.

Ces données indiquent que la situation économique française demeure difficile en cette fin de deuxième trimestre et que la croissance économique demeure très faible. Alors qu'au cours des dernières années, l'économie française faisait mieux que les voisins européens, la situation est désormais plus dégradée en France qu'ailleurs en Europe. La France n'a pas bénéficié d'une forte hausse des exportations vers les Etats-Unis en mars, et ne semble pas profiter du regain d'optimisme industriel perceptible dans d'autres pays comme l'Allemagne.

A l'heure actuelle, aucun moteur ne tire l'économie française. La consommation domestique reste morose, malgré la baisse de l'inflation, les ménages restant particulièrement prudents et continuant à épargner beaucoup plus que d'habitude (le taux d'épargne étant au plus haut depuis 45 ans). L'investissement reste dégradé par le haut niveau d'incertitude, les taux d'intérêts à long terme élevés et la pression fiscale plus élevée. La consolidation budgétaire pèse sur les dépenses publiques et cela va continuer en 2026. Enfin, les exportations, tant celles de services que de biens manufacturés et celles d'énergie, restent peu dynamiques et risquent de contribuer négativement à la croissance dans les prochains mois.

Dans l'ensemble, ces premières données pour le mois de juin ne permettent pas de faire preuve de davantage d'optimisme qu'au cours des derniers mois. **Le plus probable semble être que le PIB stagnera au deuxième trimestre, le risque de contraction ne pouvant pas être exclu.** À ce stade, aucun signe tangible ne laisse entrevoir un rebond au second semestre. La politique budgétaire restera restrictive, et il est peu probable que les barrières tarifaires reviennent à leur niveau de début 2025. Dans ce contexte, la croissance devrait rester atone. Nous prévoyons une progression du PIB limitée à 0,4% en 2025, puis à 0,8% en 2026. Après avoir surperformé la moyenne européenne en 2023 et 2024, la France devrait désormais afficher des taux de croissance inférieurs à ceux de ses voisins.

Charlotte de Montpellier
Senior Economist
Charlotte.de.Montpellier@ing.com
+32 473 63 49 28

Clause de non-responsabilité

Cette publication a été préparée par la division d'analyse économique et financière de ING Bank NV, succursale en France ("ING") exclusivement à titre d'information, sans tenir compte des objectifs d'investissement, de la situation financière ou des moyens d'un utilisateur en particulier. Les informations dans cette publication ne constituent ni une recommandation de placement, ni un conseil fiscal, juridique ou en investissement, ni une offre ou une incitation à acheter ou vendre des instruments financiers. Même si toutes les précautions ont été prises pour assurer que les informations contenues dans ce document ne soient ni erronées, ni trompeuses au moment de la publication, ING ne peut en garantir ni l'exactitude ni l'exhaustivité. ING ne peut être tenue pour responsable d'éventuelles pertes directes ou indirectes pour donner suite à l'utilisation de cette publication. Sauf indication contraire, les opinions, prévisions ou estimations sont uniquement celles du ou des auteurs à la date de la publication et peuvent être modifiées sans préavis.

La distribution de cette publication peut faire l'objet de restrictions légales ou réglementaires dans certaines juridictions et les personnes qui entrent en possession de celle-ci doivent se renseigner à propos de ces restrictions et les respecter.

Cette publication est soumise à la protection du copyright et des droits des bases de données et ne peut être reproduite, distribuée ou publiée par quiconque, quel que soit l'objectif, sans l'accord préalable de ING. Tous les droits sont réservés. L'entité juridique responsable de la publication (nom de l'entité juridique locale) est agréée par la banque centrale néerlandaise et est supervisée par la Banque centrale européenne (BCE), la banque centrale néerlandaise (DNB) et l'autorité des marchés financiers néerlandaise (AFM). ING Bank N.V. est enregistrée aux Pays-Bas (n° 33031431 au registre commercial d'Amsterdam). (Ajouter le régulateur local. Vérifier s'il doit aussi être fait référence à la DNB et à la BCE. Vérifier si les références aux autorités britanniques et américaines peuvent être supprimées vu que le rapport local ne sera pas publié en anglais).

Au Royaume-Uni, cette publication est approuvée et/ou communiquée par la succursale londonienne de ING Bank N.V. (ING Bank N.V., London Branch). ING Bank N.V., London Branch, est assujettie, de façon restreinte, à la réglementation de la Financial Conduct Authority (FCA). ING Bank N.V., London branch, est enregistrée en Angleterre (n° BR000341) à 8-10 Moorgate, London EC2 6DA.

À l'attention des investisseurs américains : toute personne qui souhaite discuter de cette publication ou effectuer des transactions dans un titre mentionné dans ce document doit prendre contact avec ING Financial Markets LLC, qui est membre de la NYSE, la FINRA et la SIPC et qui fait partie de ING, et qui a accepté la responsabilité de la distribution de ce document aux États-Unis conformément aux dispositions en vigueur.